
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 10 (1982)

DOI: 10.11588/fr.1982.0.51223

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

de »l'après-Godesberg« libre de toute hypothèque électorale, que le débat avec l'opposition interne a été le plus vif. Certes la réflexion programmatique au sein du parti n'est pas complètement tarie, comme en témoignent les efforts pour élaborer des perspectives à moyen terme avec le »cadre d'orientation 1973-1985«. Mais le jugement que l'auteur porte sur le rôle des jeunes socialistes qui, »malgré le manque de maturité de leurs revendications et leur tendance à surestimer théories et »modèles« ont le mérite de »susciter (par leur critique) une réflexion nécessaire sur les questions fondamentales de la politique social-démocrate« (p. 217) apparaît quelque peu rhétorique: il évite de rendre compte de leurs objections et reflète d'ailleurs très bien la tactique de la direction qui a mis en chantier l'Orientierungsrahmen en partie pour canaliser le mécontentement de l'aile gauche. Sur le fond, l'adoption de ce programme au congrès de Mannheim en 1975 laisse subsister, comme le remarque lucidement P. Glotz, »un reste de perplexité« (p. 229).

Le problème, que le SPD partage avec tous les partis sociaux-démocrates au pouvoir, est en effet de retrouver une référence théorique à la fois pour préserver l'identité du parti et pour éviter qu'à force de pragmatisme son action s'enlise dans le »pilotage à vue«. A cet égard l'étude de S. Miller, qui se limite largement à la description de l'évolution politique et des rapports entre parti et gouvernement, fournit peu d'éléments de réflexion. Sa tâche était certes bien plus malaisée que celle de H. Potthoff qui pouvait travailler avec le recul de l'historien et s'appuyer sur de très nombreux travaux scientifiques;⁴ reste qu'il peut apparaître insuffisant d'affirmer sans plus de précision que les documents de travail de la Grundwertekommission sont à même de stimuler la réflexion sur les valeurs fondamentales de la social-démocratie, sur leurs conséquences pour l'activité du parti et sur »leur enracinement dans la tradition du mouvement ouvrier« (p. 230).

Sur ce dernier point – en quoi l'histoire du mouvement social-démocrate aide-t-elle à situer le SPD aujourd'hui – la »Petite histoire du SPD« apporte finalement une réponse ambiguë. De l'expérience historique les deux auteurs tirent bien un enseignement commun, le socialisme ne peut être séparé de la liberté: comme défenseur de la démocratie, le SPD est et doit rester l'héritier des idéaux révolutionnaires de 1848. Mais au delà de ce dénominateur commun, leur interprétation semble diverger: alors qu'H. Potthoff porte un regard critique et regrette que le mouvement social-démocrate ne se soit pas donné les moyens de mieux défendre la démocratie en en faisant une démocratie sociale, S. Miller semble plutôt approuver le choix de Bad-Godesberg qui a résolu la difficulté traditionnelle à accorder théorie et pratique en subordonnant la théorie. De cette ambiguïté résulte sans doute »le reste de perplexité« qui subsiste dans l'esprit du lecteur quand il referme le livre.

A. LATTARD, Paris

Angestellte im europäischen Vergleich. Die Herausbildung angestellter Mittelschichten seit dem späten 19. Jahrhundert, hg. v. Jürgen KOCKA, Göttingen (Vandenhoeck et Ruprecht) 1981, 378 p.

S'il est bien naturel que les historiens aient d'abord porté leur attention sur les militants ouvriers et sur les capitaines d'industrie, car les uns et les autres sont les protagonistes en vue des luttes sociales, un tableau exact de la société du XX^e siècle doit considérer également les couches

⁴ On remarquera cependant que dans son histoire du mouvement ouvrier, parue il y a plus de quinze ans, Helga Grebing s'était efforcée de présenter une analyse de la situation sociale des travailleurs même pour le chapitre traitant la période d'après-guerre. Cf. Helga GREBING, *Geschichte der deutschen Arbeiterbewegung*, München 1966.

discrètes et tenaces qui, à un niveau intermédiaire, constituent les classes moyennes. Terme qu'on emploie au pluriel, à cause de leur diversité. Il y a les exploitants agricoles, à l'échelonnement complexe, dont on n'a jamais ignoré l'originalité. Il y a les petits entrepreneurs du commerce et de l'artisanat, auxquels la Commission internationale d'histoire des mouvements sociaux vient de consacrer sa dernière enquête. Il y a enfin les employés, ingénieurs, fonctionnaires... qui combinent la dépendance salariée avec des avantages partiels de pouvoir et de culture. Ce groupe a connu depuis un siècle une expansion croissante, alors que reculaient l'agriculture et la petite entreprise. Il est pourtant le plus mal connu.

L'un des premiers à s'attaquer à ce problème a été Jürgen Kocka, qui a consacré sa thèse à l'exemple des entreprises Siemens, en reliant à juste titre la condition des employés à l'articulation des structures hiérarchiques (*Unternehmensverwaltung und Angestelltenschaft am Beispiel Siemens, 1847 bis 1914. Zum Verhältnis von Kapitalismus und Bürokratie in der deutschen Industrialisierung*, Stuttgart, Klett, 1969). Voulant élargir ses observations dans une perspective générale, Jürgen Kocka a publié en 1977 sur le cas des Etats Unis »Angestellte zwischen Faschismus und Demokratie. Zur politischen Sozialgeschichte der Angestellten: USA 1890–1940 im internationalen Vergleich«, puis il a organisé en 1980 à l'Université de Bielefeld un colloque interdisciplinaire, dont le présent volume contient le riche apport.

L'optique de ce recueil est résolument comparative. On y trouve des monographies de divers auteurs, allemands et étrangers, sur la Grande Bretagne, la France, la Suède, la Suisse et l'Autriche, ainsi qu'une mise en parallèle des recherches historiques et sociologiques sur les employés en Allemagne, en Angleterre et en France. D'autres contributions approfondissent ou reprennent certains aspects du cas allemand: la structure du marché du travail, le rôle dans la modernisation, plus actif qu'on ne le dit souvent, la part des femmes et leurs réactions, l'orientation politique enfin. Sur ce point sensible, Richard Hamilton conteste comme trop schématique la thèse courante que le Mittelstand s'est rallié en corps au national-socialisme après 1930, par crainte de la prolétarisation: valable pour les régions rurales protestantes, cette thèse ne l'est nullement pour les régions rurales catholiques, et en partie seulement pour les grandes villes.

Il est légitime, le lecteur étranger doit le reconnaître, de parler »de la prépondérance de la recherche allemande sur la question des employés« (p. 94). Cette avance tient certainement pour une part à l'antériorité d'une prise de conscience collective qui s'est manifestée par la demande d'un régime spécial d'assurances sociales (1911) et par le développement de syndicats particuliers, tel le puissant »Deutschnationaler Handlungsgehilfenverband« (DHV), qui revendique 400 000 membres sous la République de Weimar: la »ligne du col blanc« (Kragenlinie), séparant les »travailleurs du cerveau« des »travailleurs du poing«, traverse visiblement le personnel des entreprises. En Grande Bretagne, cette »ligne de respectabilité« s'est fortement consolidée à la fin du XIX^e siècle mais les associations d'ingénieurs et de techniciens ont été beaucoup plus vivantes que celles des employés et les historiens, absorbés par »l'aristocratie ouvrière«, ont longtemps négligé le milieu des »clerks«.

Et la France? Les auteurs nationaux n'ont guère abordé le problème. Quand ils l'ont fait, ils ont ou bien adopté le concept de »la petite bourgeoisie«, défini par le patrimoine plus que par l'activité productrice, ou bien limité leur attention aux fonctionnaires, aux agents des chemins de fer et des services publics: les informations sont plus accessibles et peut-être aussi les historiens universitaires ont-ils accordé inconsciemment la priorité aux groupes liés à l'Etat républicain. Nous savons peu de chose sur les employés de l'industrie et sur ceux du commerce, le plus consistant provient des romanciers, depuis Balzac et Zola, avec la finesse d'intuition mais aussi la subjectivité que ceci comporte. Fait significatif, la contribution du recueil sur le cas français est l'œuvre d'un collègue de Brême, Heinz-Gerhard Haupt. Celui-ci montre bien les étapes et les modalités de la distinction croissante entre employés et ouvriers, qu'il juge toutefois »manifestement moins profonde qu'en Allemagne«. Si la fierté individuelle est aiguisée, la

conscience collective se développe tardivement: vers 1910 dans le Syndicat des Employés du Commerce et de l'Industrie, qui forme le premier noyau du syndicalisme chrétien de la C. F. T. C.; après 1945 dans les organisations rivales qui rassemblent les »cadres«, formule nouvelle et englobante. Le retard tiendrait »à la tradition politique égalitaire de la France, avec laquelle ne se concilient pas bien les distinctions corporatives«, »à l'espoir aussi d'une rapide modification de la condition des employés par la formation scolaire« et enfin au plus »faible degré de professionnalisation« et de technicité qu'en Allemagne. Cet excellent bilan, informé et nuancé, doit être connu des historiens français; il nous appelle aussi à développer les recherches sur ce sujet important pour la connaissance de l'évolution sociale.

Pierre BARRAL, Nancy

Brigitte FAVROT, *Le gouvernement allemand et le clergé catholique lorrain de 1890 à 1914*, Wiesbaden (Franz Steiner Verlag) 1981, 284 S. (Veröffentlichungen des Instituts für europäische Geschichte Mainz. Abteilung Universalgeschichte. Beiheft 11).

Die vorliegende Arbeit schildert anschaulich die Beziehungen zwischen der Regierung des Reichslandes Elsaß-Lothringen und dem katholischen Klerus der Diözese Metz in der Zeit von 1890 bis 1914. Im ersten Teil, überschrieben mit »L'administration ecclésiastique: les lois, les hommes et les finances«, werden die Bedeutung des Konkordats von 1801 – es regelte mit den gleichzeitig verkündeten Organischen Artikeln die Rechtsverhältnisse des katholischen Kultus –, die kirchlichen Institutionen, aber auch die Organe der staatlichen Verwaltung dargestellt. Betrachtet wird weiterhin der lothringische Klerus, insbesondere dessen geographische und soziale Herkunft. Es entsteht ein anschauliches Bild des kirchlichen Lebens in der Diözese Metz. Schließlich werden die finanziellen Aufwendungen für den katholischen Kultus aufgezeigt und in zahlreichen Schaubildern optisch dargestellt. Das in einer Vielzahl von Tabellen dargebotene Zahlenmaterial über die Diözese Metz, eine gute Illustration des Textes, sollte zu Vergleichen mit benachbarten Diözesen anregen. Im zweiten Teil beschreibt die Verf. die Ernennung eines deutschen Bischofs auf den Bischofsstuhl von Metz. Bischof F. L. Fleck war im Oktober 1899 gestorben, eine zweijährige Vakanz trat ein. Sehr präzise wird das »Tauziehen« um die Neubesetzung zwischen der Regierung des Reichslandes, dem Vatikan und den verschiedenen Gruppen des lothringischen Klerus geschildert. Kandidat der Regierung des Reichslandes war der aus dem altelsässischen Adel stammende Franz Zorn von Bulach, doch wurde schließlich der vom deutschen Episkopat vorgeschlagene Abt von Maria Laach, Willibrord Benzler zum Bischof ernannt. Die Verf. entwirft ein sehr lebensnahes Bild dieses Bischofs, der sein schwieriges Amt stets als schwere Bürde empfunden hat. Ausführlich werden auch die politischen, sozialen, schulischen und religiösen Probleme in der Diözese geschildert, denen Benzler und seine Berater gegenüberstanden. In der Ernennung Benzlers zum Bischof von Metz sieht die Verf. einen Faktor der »Germanisierung« des Klerus; zweifelsohne wirkte der neue Metzener Bischof auf die vielfach französisch gesinnte und französisch sprechende Geistlichkeit in deutschem Sinne ein. Weitere Faktoren sind die Überwachung der kirchlichen Verwaltung durch staatliche Stellen und deren Versuch, Einfluß auf die Ausbildung der Geistlichen zu nehmen. Die Regierung des Reichslandes habe nach dem Urteil der Verf. (S. 229) zwar partielle Erfolge verbuchen können, jedoch letztendlich nicht die gewünschte Wirkung erzielt. Der dritte Teil ist der Ausbildung des katholischen Klerus in der Diözese Metz gewidmet. Nach einer eingehenden Beschreibung der kirchlichen Ausbildungsstätten wird das Thema der »Germanisierung« wieder aufgenommen und die Einflußnahme des Staates insbesondere auf die Lehrpersonen aufgezeigt. In einem eigenen Kapitel stellt die Verf. das Erziehungswesen der Diözese Metz in Zusammenhang mit der schwierigen Errichtung einer